

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

LOIS

1987

- 14 mai — Loi n° 87-02 autorisant la ratification de l'accord-programme concernant le développement à long terme de la coopération économique et technique et des échanges commerciaux entre la République socialiste de Roumanie et la République togolaise, signé à Bucarest le 25 mai 1984. 2
- 14 mai — Loi n° 87-03 autorisant la ratification de la convention relative à l'établissement d'un centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (CAFRAD), telle que amendée à Tanger (Maroc) le 22 novembre 1985. 2
- 14 mai — Loi n° 87-04 autorisant la ratification de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'assemblée générale des nations unies le 10 décembre 1984. 2
- 26 mai — Loi n° 87-05 modifiant la loi n° 85-19 du 27 décembre 1985 complétant l'article 52 du code de procédure pénale. 2
- 3 juin — Loi n° 87-06 instituant une obligation d'assurance « en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur » au TOGO. 2

3 juin — Loi n° 87-07 instituant l'obligation et la domiciliation de l'assurance des marchandises ou facultés à l'importation. 4

9 juin — Loi n° 87-08 réglementant le régime des fêtes légales. 5

ORDONNANCES

1987

- 10 juin — Ordonnance n° 87-03 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture. 5
- * 10 juin — Ordonnance n° 87-04 définissant les modalités d'élection des conseillers municipaux. 6

DECRETS

1987

- 30 avr. — Décret n° 87-45 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) pour la récolte 1987. 7
- 30 avr. — Décret n° 87-46 autorisant la commercialisation des cafés triages de la campagne 1986/87. 8

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1987

- 11 mars — Arrêté n° 25 bis/INT portant délimitation des arrondissements de la commune de Lomé, et énumération des quartiers et cellules du RPT qui les composent. 9
- 25 juin — Arrêté interministériel n° 62/INT-MEF relatif au remboursement du coût d'impression des bulletins de vote. 10

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISELOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS

LOIS

LOI N° 87-02 du 14 mai 1987 autorisant la ratification de l'accord-programme concernant le développement à long terme de la coopération économique et technique et des échanges commerciaux entre la République socialiste de Roumanie et la République togolaise, signé à Bucarest le 25 mai 1984.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Est autorisé la ratification de l'accord-programme concernant le développement à long terme de la coopération économique et technique et des échanges commerciaux entre la République socialiste de Roumanie et la République togolaise, signé à Bucarest le 25 mai 1984.

Art. 2 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 14 mai 1987
Général Gnassingbé EYADEMA

LOI N° 87-03 du 14 mai 1987 autorisant la ratification de la convention relative à l'établissement d'un centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (C.A.F.R.A.D.), telle que amendée à Tanger (Maroc) le 22 novembre 1985.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention relative à l'établissement d'un centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (C.A.F.R.A.D.), telle que amendée à Tanger (Maroc) le 22 novembre 1985.

Art. 2 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 14 mai 1987
Général Gnassingbé EYADEMA

LOI N° 87-04 du 14 mai 1987 autorisant la ratification de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'assemblée générale des nations unies le 10 décembre 1984.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'assemblée générale des nations unies le 10 décembre 1984.

Art. 2 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 14 mai 1987
Général Gnassingbé EYADEMA

LOI N° 87-05 du 26 mai 1987 modifiant la loi n° 85-19 du 27 décembre 1985 complétant l'article 52 du code de procédure pénale.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — L'article 1er de la loi n° 85-19 du 27 décembre 1985 complétant l'article 52 du code de procédure pénale est modifié comme suit :

« Lorsque les faits sont particulièrement graves et complexes, les délais prévus aux alinéas précédents peuvent être prolongés de 8 jours par autorisation écrite du procureur de la République ou du juge chargé du ministère public ».

Art. 2 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 26 mai 1987
Général Gnassingbé EYADEMA

LOI N° 87-06 du 3 juin 1987 instituant une obligation d'assurance « en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur » au Togo.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Toute personne physique ou toute personne morale autre que l'Etat et les collectivités publiques locales, dont la responsabilité civile peut être engagée en raison des dommages subis par des tiers résultant d'atteintes aux personnes ou aux biens dans la réalisation desquels un véhicule terrestre à moteur ainsi que ses remorques et semi-remorques est impliqué, doit, pour faire circuler lesdits véhicules, être couverte par une assurance garantissant cette responsabilité dans les conditions fixées par décret pris en conseil des ministres.

Cette assurance doit être souscrite auprès d'une entreprise d'assurance agréée au Togo pour pratiquer les opérations d'assurance contre les accidents résultant de l'emploi des véhicules automobiles. Les membres de la famille du conducteur et de l'assuré sont considérés comme des tiers au sens du premier alinéa du présent article.

Art. 2 — Les dispositions de l'article 1er de la présente loi ne sont pas applicables aux dommages causés par les véhicules circulant sur les rails.

Art. 3 — Quiconque aura sciemment contrevenu aux dispositions de l'article 1er sera puni d'une amende de 10.000 à 100.000 francs.

Tout propriétaire d'un véhicule terrestre à moteur, de remorque et semi-remorque qui aura effectué des transports de voyageurs à titre onéreux, sans avoir au préalable satisfait à l'obligation d'assurance, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 50.000 à 300.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. En outre le véhicule non assuré sera mis en fourrière. Sa restitution ne pourra être obtenue que sur production de l'un des documents prévus à l'article 6.

Art. 4 — Quiconque pour apporter la preuve que l'obligation d'assurance a été satisfaite aura produit de faux documents ou se sera rendu coupable de fausses déclarations sera puni conformément aux dispositions du code pénal.

Art. 5 — Si la juridiction civile est saisie d'une contestation sérieuse portant sur l'existence ou la validité de l'assurance, la juridiction pénale appelée à statuer sur le délit prévu à l'article précédent surseoir à statuer jusqu'à ce qu'il ait été jugé définitivement sur ladite contestation.

Art. 6 — Sous peine d'une amende de 5.000 francs, tout conducteur d'un véhicule visé à l'article 1er doit, dans les conditions prévues aux alinéas ci-après, être en mesure de présenter un document faisant présumer que l'obligation prévue audit article a été satisfaite ou que le véhicule appartient à l'Etat ou aux collectivités publiques locales.

Cette présomption résultera de la production aux fonctionnaires ou agents chargés de constater les infractions à la police de la circulation, d'un des documents dont les conditions d'établissement et de validité seront fixées par décret prévu à l'article 11.

Si le conducteur n'est pas en mesure de présenter ce document, l'agent verbalisateur le mettra en demeure de le produire dans un délai de quarante huit heures faute de quoi le procès-verbal sera transmis au parquet aux fins des poursuites contre le propriétaire du véhicule. Mention de cette mise en demeure sera portée au procès-verbal. A défaut de présentation du document justificatif susvisé, la justification pourra être fournie aux autorités judiciaire par tous moyens sauf le serment.

Art. 7 — L'assureur qui reçoit une demande de document justificatif doit délivrer celui-ci dans un délai de dix jours sous peine d'une amende de 30.000 francs.

Art. 8 — Lorsqu'il apparaît, à l'occasion d'un accident, qu'il n'a pas été satisfait à l'obligation d'assurance instituée par la présente loi, la victime sera fondée à procéder avec l'autorisation du juge, à la saisie du véhicule en cause, et de tous autres biens meubles appartenant au civilement responsable, soit à titre conservatoire soit par opposition entre les mains des tiers.

Art. 9 — Toute personne assujettie à l'obligation d'assurance qui, ayant sollicité la souscription ou la modification d'un contrat déjà souscrit lorsque cette modification est demandée en vue de satisfaire à l'obligation d'assurance, auprès d'une entreprise d'assurance dont les statuts n'interdisent pas la prise en charge du risque en cause en raison de sa nature, se voit opposer un refus, peut saisir le bureau central de tarification dont les conditions de constitution et les règles de fonctionnement seront fixées par le décret prévu à l'article 11 ci-après.

Le bureau central de tarification a pour rôle exclusif de fixer le montant de la prime moyennant laquelle l'entreprise d'assurance est tenue de garantir le risque qui lui a été proposé. Il peut, dans les conditions qui seront fixées par le décret sus-visé, déterminer le montant d'une franchise, qui reste à la charge de l'assuré.

Toute entreprise d'assurance ayant maintenu son refus de garantir un risque dont la prime aura été fixée par le bureau central de tarification sera considérée comme ne fonctionnant plus conformément à la réglementation en vigueur et encourra le retrait d'agrément prévu à l'article 5 de l'ordonnance n° 36 du 12 août 1968.

Art. 10 — Est nulle toute clause des traités de réassurance tendant à exclure certains risques de la garantie de réassurance en raison de la tarification adoptée par le bureau central de tarification.

Art. 11 — Un décret pris en conseil des ministres fixera les conditions d'application de la présente loi notamment l'étendue de la garantie que devra comporter le contrat d'assurance, les modalités d'établissement et de validité des documents justificatifs prévus pour l'exercice de contrôle, ainsi que les obligations imposées aux utilisateurs de véhicules en circulation internationale munis d'une immatriculation autre que l'immatriculation caractérisant le Togo.

A compter de la date d'application de la présente loi, tout contrat d'assurance souscrit par une personne assujettie à l'obligation instituée à l'article 1er est, nonobstant toutes clauses contraires, réputé comporter des garanties au moins équivalentes à celles fixées dans le décret en conseil des ministres prévu à l'alinéa précédent, même s'il a été souscrit antérieurement.

Art. 12 — En cas de décès de l'assuré ou d'aliénation d'un véhicule terrestre à moteur assuré, l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou de l'acquéreur, à charge par celui-ci d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat.

Toutefois, l'assureur, l'acquéreur ou l'héritier peut résilier le contrat ; l'assureur peut résilier le contrat dans un délai de trois mois à partir du jour où l'attributaire définitif du véhicule assuré a demandé le transfert de la police à son nom.

En cas d'aliénation du véhicule assuré, l'aliénateur reste tenu vis-à-vis de l'assureur du paiement des primes échues, mais il est libéré, même comme garant des primes à échoir, à partir du moment où il a informé l'assureur de l'aliénation par lettre recommandée avec accusé de réception ou par déclaration verbale faite contre récépissé au siège spécial de l'assureur ou chez un de ses représentants.

Lorsqu'il y a plusieurs héritiers ou plusieurs acquéreurs, si l'assurance continue, ils sont tenus solidairement du paiement des primes.

Si l'héritier ou l'acquéreur opte pour la résiliation du contrat avant l'échéance annuelle de la prime, pour une raison autre que la disparition du véhicule assuré, l'assureur pourra conserver à titre de dommages et intérêts, une somme dont le montant est égal à celui de la prime correspondante à la période restante à courir à compter de la date de notification de la résiliation. Ce montant ne doit, en aucune façon, excéder la prime d'une année.

Art. 13 — Toute signature d'un carnet de visite technique est subordonnée à la présentation d'une attestation d'assurance ou d'une carte brune CEDEAO en état de validité ou de tout autre document justificatif prévu dans le décret pris en application de la présente loi.

Art. 14 — Ceux qui se seront rendus coupables de complicité pour avoir signé un carnet de visite technique, sans la vérification préalable de l'un des documents justificatifs d'assurance visés à l'article précédent, seront passibles de la même peine que l'auteur principal.

En outre, en cas de sinistre survenu dans un délai de douze mois à compter du jour où la complicité a été commise, le complice reste solidaire avec l'auteur principal pour la réparation des dommages causés.

Art. 15 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 3 juin 1987
Général Gnassingbé EYADEMA

LOI N° 87-07 du 3 juin 1987 instituant l'obligation et la domiciliation de l'assurance des marchandises ou facultés à l'importation.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Les personnes physiques ou morales, de droit public ou privé, sont assujetties à l'obligation de souscrire une assurance pour toute importation de marchandises ou facultés sur le territoire de la République togolaise.

Cette assurance sera souscrite soit directement auprès d'une entreprise d'assurance agréée au Togo pour effectuer les opérations « d'assurance transports », soit par l'intermédiaire des personnes physiques ou morales habilitées conformément à la réglementation en vigueur à présenter des opérations d'assurance au Togo.

Art. 2 — Les conditions d'application de la présente loi seront fixées par décret, notamment la valeur minima des marchandises ou facultés importées à partir de laquelle il y a obligation d'assurance justificatif prévu pour l'exercice du contrôle de l'obligation et de la domiciliation de cette assurance.

Art. 3 — Le renouvellement de toute licence d'importation est subordonné à la production de document justificatif de l'assurance relatif à la précédente opération d'importation.

Art. 4 — Les services des douanes doivent exiger le document justificatif de l'assurance avant d'autoriser l'enlèvement des marchandises ou facultés ou l'entrée sur le territoire de la République togolaise des dites marchandises.

Art. 5 — Toute infraction aux dispositions de l'article premier ci-dessus est punie d'une amende égale à 25% de la valeur de la marchandise ou faculté importée.

Art. 6 — Quiconque, pour apporter la preuve que l'obligation et la domiciliation de l'assurance ont été satisfaites, aura produit de faux documents ou se sera rendu coupable de fausses déclarations sera puni conformément aux dispositions du code pénal.

Art. 7 — Tout agent de l'Etat qui se sera rendu coupable de complicité pour avoir renouvelé une licence d'importation ou autorisé l'entrée sur le territoire ou l'enlèvement de marchandises ou facultés, sans avoir exigé la production du document justificatif de l'assurance sera puni d'une amende égale au double du montant de la prime qui aurait dû être perçue.

Il encourt, le cas échéant, les sanctions prévues par le code pénal.

Art. 8 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 3 juin 1987
Général Gnassingbé EYADEMA

LOI N° 87 — 08 du 9 juin 1987 réglementant le régime des fêtes légales

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Sont déclarées et reconnues comme fêtes légales sur l'ensemble du territoire de la République togolaise, les jours suivants :

- 1er janvier Fête du nouvel an
- 13 janvier Fête nationale
- 24 janvier Fête de la libération économique
- 24 avril Fête de la victoire
- 1er mai Fête du travail
- Fête de l'ascension
- 21 juin Fête des patriotes martyrs de Pya
- 15 août Fête de l'assomption
- 1er novembre Fête de la toussaint
- 25 décembre Noël

Fête du Ramadan
Fête de la tabaski (Fête du mouton).

Art. 2 — Sont abrogées toutes dispositions contraires, notamment celles de la loi n° 60-32 du 2 novembre 1960 et de l'ordonnance n° 79-10 du 2 mars 1979, réglementant le régime des fêtes légales.

Art. 3 — La présente loi sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 9 juin 1987
Général G. EYADEMA

ORDONNANCES

ORDONNANCE n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu des articles 31 et 35 de la constitution ;

Vu la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 portant réorganisation des conseils de circonscription administrative ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale ;

Vu la loi n° 81-9 du 23 juin 1981 portant réorganisation administrative ;

Vu l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973 instituant des conseils de circonscription dans les circonscriptions administratives ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Le conseil de préfecture se compose de :

— 15 membres pour les préfectures de moins de 75.000 habitants

— 21 membres pour les préfectures de plus de 75.000 habitants

Art. 2 — Les conseillers de préfecture sont élus pour 5 ans au suffrage universel direct et au scrutin uninominal majoritaire par les électrices et les électeurs inscrits sur les listes électorales dans les sections électorales définies par arrêté du ministre de l'intérieur.

Art. 3 — Est élu conseiller de préfecture, le candidat ayant obtenu au moins 40 % des suffrages exprimés.

En cas de pluralité de candidatures, seuls les deux candidats ayant obtenu le plus de voix se présenteront à un deuxième tour dans un délai de 15 jours à compter de la date du scrutin.

En cas de candidature unique, de nouvelles élections seront organisées dans un délai de 30 jours.

De nouvelles déclarations de candidatures sont recevables dans les conditions fixées par les articles 6, 7 et 8 de la présente ordonnance.

Art. 4 — Sont éligibles au conseil de préfecture, les citoyens des deux sexes âgés de 25 ans au moins, jouissant de leurs droits civiques et politiques, sachant lire et écrire le français et résidant depuis 6 mois au moins sur le territoire de la préfecture.

Art. 5 — Sont inéligibles au conseil de préfecture pendant l'exercice de leurs fonctions :

- Les ministres,
- Les directeurs de cabinet,
- Les attachés de cabinet,
- Les secrétaires généraux,
- Les préfets,
- Les sous-préfets,
- Les adjoints aux préfets,

Les agents salariés rétribués sur les budgets des préfectures adjoints ou des communes.

Art. 6 — Tout citoyen remplissant les conditions fixées à l'article 4 peut faire acte de candidature aux élections.

Art. 7 — Le candidat dépose à la préfecture, dans les délais fixés par arrêté du ministre de l'intérieur, une déclaration de candidature à laquelle sont annexés une copie légalisée du certificat de nationalité togolaise, un extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois.

Cette déclaration enregistrée sur un registre spécial doit mentionner obligatoirement :

- 1) La préfecture
- 2) La section électorale dans laquelle le candidat se présente
- 3) Les noms prénoms, date de naissance, profession et adresse du candidat.

Art. 8 — Avant le dépôt de sa candidature, le candidat doit verser un cautionnement dont le montant est fixé par décret.

La quittance ou le reçu constatant ce versement délivré par un agent du trésor est joint à la déclaration de candidature.

Art. 9 — Le cautionnement est restitué intégralement aux candidats élus et à ceux ayant obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés.

Art. 10 — Le ministre de l'intérieur publie avant la date du scrutin, par préfecture et par section électorale, la liste des candidats ayant rempli les conditions fixées par les articles 4, 7 et 8 de la présente ordonnance.

Art. 11 — Nul ne peut être candidat dans plus d'une section électorale.

Art. 12 — Avant l'ouverture de la campagne électorale, les candidats doivent indiquer au préfet la couleur de leurs bulletins qui seront de format 11 cm sur 8 cm portant obligatoirement les indications suivantes :

- Préfecture de
- Section électorale
- Nom et Prénoms du candidat.

Art. 13 — Les modalités de remboursements des frais d'impression de bulletins de vote seront fixées par arrêté conjoint du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'économie et des finances.

Art. 14 — Avant l'ouverture de la campagne électorale, tout candidat peut se retirer.

La déclaration de retrait de candidature, signée par le candidat, est déposée à la préfecture et enregistrée dans le registre spécial prévu à l'article 7.

Dans ce cas une requête en vue du remboursement du cautionnement est adressée au ministre de l'Intérieur qui la transmet au ministre de l'économie et des finances.

Art. 15 — Aucun retrait de candidature n'est admis après ouverture de la campagne électorale.

Le retrait est tacite lorsque le candidat ne dépose pas ses bulletins dans les délais prévus par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Le candidat qui se désiste au cours de la campagne électorale ne peut pas prétendre au remboursement du cautionnement.

Art. 16 — Le décès d'un candidat pendant la campagne électorale n'exerce aucune influence sur le déroulement du scrutin.

Toutefois lorsqu'un tel événement se produit dans une section électorale à candidature unique, la consultation dans cette section électorale est reportée à 30 jours à compter de la date du scrutin.

Art. 17 — Les déclarations de foi des candidats, les appels aux électeurs, les slogans... mettront l'accent sur la paix, l'unité, la solidarité et le respect du patrimoine national.

Un spécimen des documents destinés à l'affichage public pendant la campagne électorale doit être déposé à la préfecture 48 heures avant leur diffusion par les candidats ou leurs représentants.

Art. 18 — La présente ordonnance abroge toutes dispositions contraires notamment celles de la loi n° 64-12 du 11 juillet 1964 et de l'ordonnance n° 24 du 12 juillet 1973.

Art. 19 — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 10-6-1987
Lomé, le 10 juin 1987

ORDONNANCE N° 87-04 du 10 juin 1987, définissant les modalités d'élection des conseillers municipaux

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur ;

Vu les articles 31 et 35 de la constitution ;

Vu la loi du 18 novembre 1955 portant réorganisation municipale ;

Vu la loi n° 59-17 du 5 juin 1959 modifiant la loi du 18 novembre 1955 relative à la réorganisation municipale ;

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant réorganisation territoriale ;

Vu la loi n° 81-9 du 23 juin 1981 portant réorganisation administrative ;

Vu l'ordonnance n° 23 du 12 juillet 1973 instituant un conseil municipal dans chaque commune ;

Vu le décret n° 84-186 du 29 octobre 1984 portant création d'arrondissements et de conseils d'arrondissement ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Le conseil municipal se compose de :

— 11 membres pour les communes de moins de 10.000 habitants

— 15 membres pour les communes de plus de 10.000 habitants

— 17 membres pour les communes de plus de 50.000 habitants

Toutefois, le nombre de conseillers municipaux pour la commune de Lomé est fixé à 9 par arrondissement.

Art. 2 — Les conseillers municipaux sont élus pour 5 ans au suffrage universel direct et au scrutin uninominal majoritaire par les électrices et les électeurs inscrits sur les listes électorales dans les sections électorales définies par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Art. 3 — Est élu conseiller municipal, le candidat ayant obtenu au moins 40 % des suffrages exprimés.

En cas de pluralité de candidatures, seuls les deux candidats ayant obtenu le plus de voix se présenteront à un deuxième tour dans un délai de 15 jours à compter de la date du scrutin.

En cas de candidature unique, de nouvelles élections seront organisées dans un délai de 30 jours.

De nouvelles déclarations de candidatures sont recevables dans les conditions fixées par les articles 6, 7 et 8 de la présente ordonnance.

Art. 4 — Sont éligibles au conseil municipal les citoyens des deux sexes âgés de 25 ans au moins, jouissant de leurs droits civiques et politiques, sachant lire et écrire le français et résidant depuis au moins 6 mois sur le territoire de la commune où ils se présentent.

Art. 5 — Sont inéligibles aux conseils municipaux pendant l'exercice de leurs fonctions :

- Les ministres
- Les directeurs de cabinet
- Les attachés de cabinet
- Les secrétaires généraux
- Les préfets
- Les sous-préfets
- Les adjoints aux préfets

Les agents salariés rétribués sur les budgets des communes des préfectures.

Art. 6 — Tout citoyen remplissant les conditions fixées à l'article 4 peut faire acte de candidature aux élections municipales.

Art. 7 — La déclaration de candidature est déposée au bureau de la préfecture, au ministère de l'intérieur en ce qui concerne les candidats de la commune de Lomé, dans les délais fixés par arrêté du ministre de l'intérieur.

Cette déclaration à laquelle sont annexés un certificat de nationalité togolaise et un casier judiciaire datant de moins de 3 mois est enregistrée dans un registre spécial ouvert à cet effet.

Elle doit mentionner obligatoirement :

- la commune
- La section électorale dans laquelle se présente le candidat
- Nom et prénoms
- Profession
- Adresse.

Art. 8 — Avant le dépôt de candidature, le candidat doit verser un cautionnement dont le montant est fixé par décret.

La quittance ou le reçu constatant ce versement délivré par un agent du trésor public est joint à la déclaration de candidature.

Art. 9 — Le cautionnement est restitué aux candidats élus et à ceux ayant obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés.

Art. 10 — Le ministre de l'intérieur publie avant la date du scrutin, par commune et par section électorale, la liste des candidats ayant rempli les conditions fixées par l'article 4 de la présente ordonnance.

Art. 11 — Nul ne peut être candidat dans plus d'une section électorale.

Art. 12 — Avant l'ouverture de la campagne électorale, les candidats de la commune de Lomé doivent communiquer au ministère de l'intérieur, ceux des autres communes aux préfets, la couleur de leurs bulletins qui seront de format 11 cm sur 8 cm avec les indications suivantes :

- Commune de
- Section électorale de
- Nom et prénoms du candidat.

Art. 13 — Les modalités de remboursement des frais d'impression des bulletins de vote seront fixées par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie et des finances.

Art. 14 — Avant l'ouverture de la campagne électorale tout candidat peut retirer sa candidature.

La déclaration de retrait signée par le candidat est enregistrée dans le registre spécial prévu à l'article 7 de la présente ordonnance.

Lorsque le candidat retire sa candidature avant l'ouverture de la campagne électorale, le cautionnement lui est restitué.

Art. 15 — Aucun retrait de candidature n'est recevable après l'ouverture de la campagne électorale.

Cependant, le retrait de la candidature est tacite lorsque le candidat ne dépose pas ses bulletins de vote dans les délais prévus par arrêté du ministre de l'intérieur.

Art. 16 — Le décès d'un candidat avant ou pendant la campagne électorale n'exerce aucune influence sur le déroulement du scrutin, sauf en cas de candidature unique.

Dans ce cas, les élections auront lieu dans un délai de 30 jours à compter de la date du scrutin.

Art. 17 — Les déclarations de foi des candidats, les appels aux électeurs, les slogans... mettront l'accent sur la paix, l'unité, la solidarité et le respect du patrimoine national.

Un spécimen de ces documents destinés à l'affichage public pendant la campagne électorale doit être déposé, 48 heures avant leur diffusion, au ministère de l'intérieur par les candidats de la commune de Lomé et au bureau des préfets par les candidats des autres communes.

Art. 18 — La présente ordonnance abroge toutes dispositions contraires notamment les dispositions de l'ordonnance n° 23 du 12 juillet 1973 relative à la désignation des conseillers municipaux.

Art. 19 — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 10 juin 1987
Général G. EYADEMA

DECRETS

DECRET N° 87-45 du 30 avril 1987 Relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT pour la récolte 1987.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1987 est fixée au 28 avril 1987.

Les prix d'achat au producteur du kapok de ladite récolte sont fixés en tous points de traite à :

Kapok blanc = 50 francs le kilogramme

Kapok gris = 45 francs le kilogramme.

Art. 2 — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints,

les valeurs de cession à l'usine d'égrenage sont les suivantes :

kapok blanc = 60 960 francs CFA la tonne
kapok gris = 55 785 francs CFA la tonne.

Art. 3 — Les montants des frais de transports supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Préfecture de Tône = 2 500 francs la tonne
Préfecture de l'Oti = 2 000 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 4 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural, le ministre de l'environnement et du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 avril 1987
Général G. EYADEMA

CAMPAGNE D'ACHAT DU KAPOK

Barème kapok blanc récolte 1987

Francs CFA la Tonne

Prix d'achat au producteur 50.000

- | | |
|--|-------|
| 1 — Commission, manutention loyer magasin acheteur produit | 1.540 |
| 2 — Transport lieu d'achat à l'usine | 4.500 |
| 3 — Manutention, loyer magasin acheteur agréé | 800 |

6.840

Valeur nu-usine kapok brut 56.840

- | | |
|---|-------|
| 4 — Usure et réparation amortissement sacherie | 800 |
| 5 — Financement 10% 3 mois sur (56.840 + 800 + 650) | 1.457 |
| 6 — Frais généraux acheteur agréé | 650 |
| 7 — Déchets 1% valeur nu-usine | 568 |
| 8 — Commission acheteur agréé | 645 |

4.120

Valeur de cession à l'OPAT au stade usine 60.960

CAMPAGNE D'ACHAT DU KAPOK

Barème kapok gris récolte 1987

Francs CFA la Tonne

Prix d'achat au producteur 45.000

- | | |
|---|-------|
| 1 — Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit | 1.540 |
|---|-------|

- | | |
|---|-------|
| 2 — Transport lieu d'achat à l'usine | 4.500 |
| 3 — Manutention, loyer magasin acheteur agréé | 800 |

6.840

Valeur nu-usine kapok brut 51.840

- | | |
|---|-------|
| 4 — Usure et réparation amortissement sacherie | 800 |
| 5 — Financement 10% 3 mois sur (51.840 + 800 + 650) | 1.332 |
| 6 — Frais généraux acheteur agréé | 650 |
| 7 — Déchets 1% valeur nu-usine | 518 |
| 8 — Commission acheteur agréé | 645 |

3.945

Valeur de cession à l'OPAT stade usine 55.785

DECRET N° 87-46 du 30 avril 1987 autorisant la commercialisation des cafés triages de la campagne 1986/87

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) ;
Vu le décret n° 86-214 du 25 novembre 1986 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du TOGO pour la récolte du café 1986/87 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La commercialisation des cafés triages de la récolte 1986-87 est autorisée pour compter du 28 avril 1987.

Art. 2 — Le prix d'achat au producteur desdits cafés est fixé à 200 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) est fixée à 224 896 francs la tonne.

Art. 4 — Les montants des frais de transports supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé : 3000 francs la tonne
Région d'Akposso Nord : 2 300 francs la tonne
Région d'Akposso Plateau : 2 300 francs la tonne
Canton d'Akébou : 2 300 francs la tonne
Région de Pagala : 2300 francs la tonne
Région de Dayes : 2500 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 5 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural, le ministre de l'environnement et du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 avril 1987
Général G. EYADEMA

CAMPAGNE D'ACHAT DU CAFE TRIAGE

Barème café triage 1986/87

Francs CFA la Tonne

Prix d'achat au producteur	200.000
1 — Commission acheteur produit	1.600
2 — Manutention, loyer magasin acheteur produit	446
3 — Transport au centre de collecte	2.000
	4.046
Valeur nu-basculer centre de collecte	204.046
4 — Manutention, loyer magasin acheteur agréé	851
5 — Transport Lomé	5.000
	5.851
Valeur nu-basculer Lomé	209.897
6 — Financement (10%) 2 mois (V.L.M.)	3.622
7 — Frais généraux fixes	3.772
	7.394
Valeur loco-magasin Lomé	217.291
8 — Commission acheteur agréé 3,5% sur (V.L.M.)	7.605
Valeur à facturer à l'OPAT	224.896

N. B. — Les sacs consignés non retournés sont facturés à 500 francs la pièce.

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE N° 25 bis/INT du 11 mars 1987 — portant délimitation des arrondissements de la commune de Lomé et énumération des quartiers et cellules du R.P.T. qui les composent.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu l'article 21 de la constitution ;

Vu le décret n° 67-114 du 18 mai 1967 fixant les attributions du ministre de l'intérieur et portant réorganisation du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 71-63 du 1er avril 1971 fixant les nouvelles limites de la commune de Lomé ;

Vu le décret n° 84-186 du 29 octobre 1984 portant création d'arrondissements et de conseils d'arrondissements dans la commune de Lomé,

A R R E T E

Article premier — Les limites des arrondissements de la commune de Lomé sont définies comme suit :

1er Arrondissement ou LOME I

Il est délimité par les Boulevards du 13 janvier et de la République et comprend les quartiers suivants : Quartier Administratif, Agbandahonou, Anagokomé, Kokétimé, Place de la libération, Sanguératimé, Woétrivikondji, Ado-

boukomé, Abobokomé.

Adawlato-Assiganto, Aguiarkomé, Adjangbakomé et Béniglanto, renfermant les Cellules 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

2e Arrondissement ou LOME II

Il est délimité comme suit : au Nord par la limite nord actuelle de la commune de Lomé, au sud par les lagunes Est et de Bê, à l'Est par le canton de Baguida, à l'Ouest par l'Avenue Maman N'Danida et le Boulevard Gnassingbé Eyadéma et comprend les quartiers suivants : Saint Joseph, Nukafu, Wuiti, Tamé, Bè-Kpota, Akoddessewa-Kpota, Adakpamé, Kangnikopé, Aéroport, N'Tifafa, Forever, Cité CNSS, Anfamé, Dénouwuimé et Hédzranawoé, renfermant les Cellules 30, 31, 33, 34, 41, 42, 43, 44, 49, 52 et 53.

3e Arrondissement ou LOME III

Il est délimité comme suit : au nord les lagunes Est et de Bê, au Sud le Boulevard du Mono et l'Océan Atlantique, à l'Est le canton de Baguida, à l'Ouest le Boulevard du 13 Janvier et l'Avenue de la Libération et comprend les quartiers suivants : Gendarmerie Nationale, Doulassamé, Amutivé, Bassadji, Lom-Nava, Kpéhénou-Afangnakomé, Bè-Centre, Bè-Apéyémé, Souza-Nétimé, Anthony-Nétimé, Gbényédzi, Ablogamé, Akoddessewa, Bè-Aklassou ou Bè-Hédzé, Bè-Ahligo, Kotokoukondji, Bè-Houvémé, Cité du Port, Zone Industrielle et Gbétsogbé, renfermant les Cellules 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 32, 45, 46 et 48.

4e Arrondissement ou LOME IV

Il est délimité comme suit : au Nord par la lagune Ouest, au Sud par le Boulevard de la République, à l'Est par le Boulevard du 13 Janvier et l'Avenue de la Libération, à l'Ouest par la frontière Togo-Ghana et comprend les quartiers suivants : Kodjoviakopé, Nyékonakpoé, Octaviano-Nétimé et Hanoukopé, renfermant les Cellules 12, 13, 14, 15 et 16.

5e Arrondissement ou LOME V

Il est délimité comme suit : au Nord par la limite nord actuelle de la Commune de Lomé, au Sud par la lagune Ouest, à l'Est par l'Avenue Maman N'Danida et le Boulevard Gnassingbé Eyadéma, à l'Ouest par la frontière Togo-Ghana et comprend les quartiers suivants : Tokoin-Ouest, Tokoin Hôpital, Tokoin Gbadago, Tokoin-Lycée ou Tokoin Centre RIT, Tokoin-Habitat, Tokoin-Solidarité, Cassablanca, Dogbéavou, Gbonvié, Doumassessé, Université, Gbonsimé, Abové, Akossombo, Atikpa, Bè-Klikamé, Agbanlépédogan, Gakli-Djidjolé, Avénou, Maman N'Danida, Batomé, Totsigan et Totsivi-Gblenkomé, renfermant les cellules 25, 26, 27, 28, 29, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 50 et 51.

Art. 2 — Le maire de la commune de Lomé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1987

K. T. D. LACLE

ARRETE interministériel n° 62-INT-MEF du 25 juin 1987 relatif au remboursement du coût d'impression des bulletins de vote.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu l'article 21 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu l'ordonnance n° 87-03 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers de préfecture ;

Vu l'ordonnance n° 87-04 du 10 juin 1987 définissant les modalités d'élection des conseillers municipaux ;

Vu le décret n° 87-114 du 11 juin 1987 portant convocation du corps électoral ;

A R R E T E N T :

Article premier — Le nombre de bulletins de vote

dont le gouvernement prend le coût d'impression à sa charge est fixé pour chaque candidat à un nombre égal à celui des électeurs inscrits dans la section électorale.

Art. 2 — Le prix auquel seront remboursés les bulletins de vote ne peut excéder la moyenne des prix pratiqués par l'ensemble des imprimeries installées sur le territoire national.

Art. 3 — Le présent arrêté sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 juin 1987

Le ministre de l'intérieur
K. AGBETIAFA

Le ministre de l'Economie et des finances,
K. ALIPUI